

Séance du 23 septembre 2025

N° 2025.06.14**Objet : FONCTION PUBLIQUE – Instauration de l'Indemnité de Suivi et d'Orientation des Elèves (ISOE) – Ecole Municipale de Musique****Date de Convocation**

Le 17 septembre 2025

Le vingt-trois septembre deux mille vingt-cinq, à vingt heures, les membres du Conseil Municipal, légalement convoqués le dix-sept septembre deux mille vingt-cinq, se sont réunis en séance ordinaire à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Laurent RICHARD, Maire.

Nombre de conseillers

En exercice : 23

Présents : 13

Absents : 04

Représentés : 06

Votants : 19

Etaient présents :

M. Laurent RICHARD, Maire,
Mme Guylène BIGOT, M. Pierre LATOURRETTE, Mme Sandrine PERROUD,
M. Alain JAOUEN, Mme Bénédicte BEYENS, Maires-adjoints,
M. Philippe BEAUVAIS, M. Alain BARON, M. Frédéric GRILLET, Mme Béatrice ODINK,
Mme Martine DELIGEON, Mme Sophie RANDUINEAU, Mme Christelle ROMEO,
Conseillers Municipaux.

Pouvoirs :

Mme Katia PREVOST à M. Laurent RICHARD,
M. Daniel BATARD à M. Philippe BEAUVAIS,
M. Eric HENNEGUELLE à Mme Bénédicte BEYENS,
M. Alain SALMON à Mme Guylène BIGOT,
M. Dominique GALLOT à Mme Martine DELIGEON,
Mme Karine WITTMANN-TENEZE à M. Frédéric GRILLET.

Absents excusés : Mme Cécile LE TELLIER, Mme Katia CHAUVET, Mme Silvia GOHIER-VALEROT et M. Hervé CALAS

Secrétaire de séance : M. Alain JAOUEN

Monsieur le Maire rappelle que la collectivité vote par délibération le régime indemnitaire des agents territoriaux, titulaires et contractuels, dans le cadre fixé par la réglementation pour chaque cadre d'emplois.

Au sein de la collectivité, tous les cadres d'emplois disposent d'un régime indemnitaire (IFSE, ISFE...) à l'exception des cadres d'emplois de la filière culturelle et artistique.

Par mesure d'équité avec l'ensemble des agents de la collectivité et pour valoriser les missions et sujétions particulières prévues à leurs missions, la collectivité propose de faire bénéficier aux assistants d'enseignement artistique, du régime indemnitaire appelé ISOE créée à leur intention par le décret du 15 janvier 1993.

En effet, pour le cadre d'emplois des assistants d'enseignement artistique, la collectivité peut, par délibération, octroyer un régime indemnitaire appelé « indemnité de suivi et d'orientation des élèves (ISOE) ».

L'ISOE comprend :

- Une part fixe liée à l'exercice effectif des fonctions enseignantes, en particulier le suivi individuel et l'évaluation des élèves, dont le montant est plafonné à 2.550 € annuel
- Une part modulable liée à l'exercice de tâches de coordination dans le suivi et l'orientation d'un groupe d'élèves dont le montant varie en fonction de la division ou exerce l'enseignant, dont le montant est plafonné à 1.497,84 € annuel

- Une part fonctionnelle, depuis le 1^{er} septembre 2023, dans le cadre du « Pacte enseignant », n'est pas susceptible d'être transposé aux enseignants artistiques territoriaux compte tenu de ses modalités de mise en œuvre qui sont propres aux établissements d'enseignement de l'Education nationale.

Il est proposé d'instaurer la part fixe de l'ISOE à tous les agents, titulaires et contractuels, occupant un poste permanent relevant du cadre d'emplois des assistants d'enseignement artistique, d'un montant annuel de 2.550 €, proratisé en fonction du temps de travail.

Il est proposé d'instaurer la part modulable de l'ISOE, d'un montant annuel de 1.120 € pour un temps complet, à tous les agents, titulaires et contractuels, occupant un poste permanent relevant du cadre d'emplois des assistants d'enseignement artistique, dont le montant sera proratisé en fonction du temps de travail. Cette part modulable sera attribuée, à l'appui de l'évaluation professionnelle, et sur proposition du chef de service, aux enseignants exerçant de manière effective au moins une des missions suivantes :

- Direction, élaboration ou mise en œuvre d'un ou plusieurs projets artistiques et musicaux collectifs,
- Professeur coordinateur.

Monsieur le Maire rappelle qu'il s'agit d'instaurer ce régime indemnitaire comme la plupart des autres communes qui l'ont déjà fait. Il s'agit également de rétablir l'équité entre les agents puisque ce sont les seuls qui ne détiennent pas de régime indemnitaire actuellement.

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu le code général de la fonction publique et notamment l'article L 714-13 ;

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié par le décret n°2020-182 du 27 février 2020 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°93-55 du 15 janvier 1993 modifié par le décret n°2023-55 du 16 juillet 2023, instituant une indemnité de suivi et d'orientation des élèves en faveur des personnels enseignants du second degré, indemnité transposable dans la fonction publique territoriale à la filière culturelle et artistique en faveur des cadres d'emploi des professeurs d'enseignement artistique et des assistants d'enseignement artistique ;

Vu l'arrêté du 19 juillet 2023 fixant les montants de l'indemnité de suivi et d'orientation des élèves et d'accompagnement des élèves et précisant les missions ouvrant droit à la part fonctionnelle de ces deux indemnités ;

Vu la circulaire ministérielle du 25 janvier 1993 définissant les missions spécifiques applicables à la fonction publique territoriale permettant aux professeurs et aux assistants d'enseignement artistique de bénéficier d'une part modulable ;

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial (CST) du 11 septembre 2025 ;

Considérant que les assistants d'enseignement artistique sont exclus du champ d'application du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP), il convient de proposer le régime indemnitaire de suivi et d'orientation des élèves (ISOE) ;

Considérant qu'il appartient au Conseil municipal de définir le cadre général et le contenu de ce régime indemnitaire pour les cadres d'emplois concernés ;

Considérant que le Conseil municipal entend mettre en place le versement de ce nouveau régime indemnitaire au profit des assistants d'enseignement artistique dans les conditions suivantes ;

Considérant qu'il appartient à l'organe délibérant de définir les conditions d'attribution de l'indemnité et notamment de sa part modulable dans la limite du montant plafonds annuels et en fonction des critères fixés par l'organe délibérant ;

Considérant que la circulaire ministérielle du 25 janvier 1993 indique que la part modulable, pour les professeurs et les assistants d'enseignement artistique, est liée à des tâches de coordination du suivi des élèves compte tenu de l'organisation de l'établissement (types d'activités artistique, types d'enseignements à l'intérieur d'une discipline) ;

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité,

- **D'instaurer** la part fixe de l'Indemnité de Suivi et d'Orientation des Elèves (ISOE) aux agents contractuels et titulaires, occupant des postes permanents de la filière culturelle et artistique en faveur du cadre d'emplois des assistants d'enseignement artistique, selon les modalités suivantes :
 - Le montant annuel alloué est celui de référence au 1^{er} juillet 2023 (2.550 € pour un agent à temps complet). Le montant évoluera en fonction de l'évolution de l'arrêté réglementaire fixant son montant.
 - La part fixe de l'ISOE est versée mensuellement sur la base de 1/12ème du montant annuel attribué.
 - Le montant est proratisé en fonction du temps de travail effectif de l'agent.
 - Par analogie aux modalités de versement des autres régimes indemnitaires, il est précisé que la part fixe de l'ISOE constitue un complément de rémunération. Son montant est maintenu pendant les congés annuels et durant les congés maternité, paternité ou adoption, congés imputables au service (accident de service, accident de trajet, maladie professionnelle) ainsi que pendant toutes les absences autorisées au sein de la collectivité.
 - L'ISOE est suspendue en cas de service non fait (par exemple : absence injustifiée, grève, journée de carence ...), de congé de longue maladie, de grave maladie ou de longue durée. Toutefois lorsqu'un congé de maladie ordinaire est requalifié en congé de longue maladie, de grave maladie ou de longue durée, les montants versés demeurent acquis à l'agent.
 - La part fixe de l'ISOE est dégressive après 10 jours d'arrêt de travail, sur les 365 derniers jours (année glissante) à hauteur de 1/30ème par jour d'absence (grève, service non fait, maladie ordinaire, congé de longue maladie, grave maladie ou de longue durée...) ;
- **D'instaurer** la part modulable de l'Indemnité de Suivi et d'Orientation des Elèves (ISOE) aux agents contractuels et titulaires, occupant des postes permanents de la filière culturelle et artistique en faveur du cadre d'emploi des assistants d'enseignement artistique, à l'appui de l'évaluation professionnelle, sur proposition du chef de service, et exerçant de manière effective l'une des missions suivantes :
 - Direction, élaboration ou mise en œuvre d'un ou plusieurs projets artistiques et musicaux collectifs,
 - Professeur coordinateur.
- **De préciser** que les attributions individuelles et leur modalité de versement (montant proposé individuellement dans la limite du plafond indiqué) font l'objet de proposition du chef de service, soumis à l'autorité territoriale qui reste décisionnaire ;
- **De préciser** que la part modulable de l'Indemnité de Suivi et d'Orientation des Elèves (ISOE) est facultative et à la discrétion de l'autorité territoriale, sur proposition du chef de service ;
- **De préciser** que la part modulable de l'Indemnité de Suivi et d'Orientation des Elèves (ISOE) sera versée selon les modalités suivantes :
 - Le montant maximum annuel alloué sera de 1.120€ pour un agent à temps complet
 - La part modulable de l'ISOE est versée annuellement

- Le montant est proratisé en fonction du temps de travail effectif de l'agent et en fonction de la durée des projets menés
 - La part modulable est liée à l'exercice effectif des fonctions. En effet, la circulaire du 23 février 1993 du ministre de l'Éducation nationale indique les situations où la part modulable ne doit pas être versée. En application de ces dispositions, la part modulable ne doit pas être versée en cas de congé de maternité, d'adoption, de longue maladie, de grave maladie, de longue durée et de formation professionnelle, ni lorsque l'attributaire, absent, a été remplacé dans ses fonctions
 - Par analogie aux modalités de versement des autres régimes indemnitaires, il est précisé que la part modulable de l'ISOE constitue un complément de rémunération. Son montant est maintenu pendant les congés annuels et durant les congés imputables au service (accident de service, accident de trajet, maladie professionnelle) si l'agent n'a pas été remplacé dans ses fonctions ainsi que pendant toutes les absences autorisées au sein de la collectivité
 - La part modulable de l'ISOE est suspendue en cas de service non fait (par exemple : absence injustifiée, grève, journée de carence ...), de congé de longue maladie, de grave maladie ou de longue durée. Toutefois lorsqu'un congé de maladie ordinaire est requalifié en congé de longue maladie, de grave maladie ou de longue durée, les montants versés demeurent acquis à l'agent
- **De préciser** que cette délibération entrera en vigueur à compter du 1^{er} novembre 2025 ;
 - **De dire** que les crédits nécessaires ont été inscrits au budget 2025 au chapitre 012 ;
 - **De dire** que Monsieur le Maire fixera, par arrêtés individuels, l'octroi de l'ISOE et les montants correspondants ;
 - **De dire** qu'en application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou de sa transmission aux services de l'État. Le Tribunal Administratif peut être saisi par voie postale (28 rue de la Bretonnerie 45057 Orléans) ou par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Pour extrait conforme,

**Le secrétaire de séance,
Alain JAOUEN**

**Le Maire,
Laurent RICHARD**

